

4 International

Friedrich Merz sur la corde raide

ALLEMAGNE Les sociaux-démocrates du SPD ont approuvé leur participation au gouvernement du futur chancelier chrétien-démocrate. Les défis qui attendent ce dernier sont immenses

DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN

Cette fois, la voie est libre. Friedrich Merz pourra bel et bien être élu chancelier le 6 mai prochain par le Bundestag. Les membres du Parti social-démocrate (SPD) ont approuvé hier matin à 84,6% la participation de leur formation à une future coalition avec les chrétiens-démocrates de la CDU/CSU. Plus de deux mois après les élections législatives, l'Allemagne se dotera dès la semaine prochaine d'un nouveau gouvernement.

Contrairement à ses prédécesseurs, le futur chancelier ne bénéficie toutefois d'aucun état de grâce. Au contraire, sa cote de popularité n'a cessé de baisser avant même son entrée en fonction. En cause, son revirement dès l'après-élection sur un sujet dont il avait fait son cheval de bataille, à savoir le maintien de la rigueur budgétaire et le refus de toute nouvelle dette. A peine les législatives passées, et sous le choc de l'abandon moral des Européens par les Etats-Unis, Friedrich Merz a fait adopter une réforme du frein à la dette, en mars, pour financer les besoins massifs de l'armée allemande. L'Allemagne se dote aussi d'un fonds spécial de 500 milliards d'euros pour mettre à niveau les infrastructures du pays.

Un revirement qui a choqué les plus conservateurs au sein de sa famille politique et que l'extrême droite qualifie de «tromperie

électorale». «Je ne comprends que trop bien la déception de nombreux électeurs», a déclaré Friedrich Merz lundi devant son parti. «Mais la situation en Europe, les risques liés au partenariat transatlantique et le danger d'une incapacité politique de notre pays ne m'ont pas laissé d'autre choix», s'est-il justifié, sans convaincre.

Vision dépassée des femmes

Car dans les multiples enquêtes d'opinion, Friedrich Merz et la droite conservatrice s'effondrent. La dernière en date, menée par la chaîne de télévision RTL, place la CDU/CSU derrière l'extrême droite de l'Alternative pour l'Allemagne. Deuxième force politique lors des législatives de février avec 21% des votes, l'AfD est créditée de 26% d'intentions de vote. Selon cette même enquête, seuls 35% des Allemands disent avoir entièrement ou en partie confiance en leur nouveau dirigeant et 20% jugent la CDU/CSU compétente pour régler les problèmes du pays. «Cette impopularité n'est pas nouvelle, Friedrich Merz déplaît même au sein de son parti et depuis longtemps pour son conservatisme, sa vision dépassée des femmes, l'imprévisibilité de ses décisions. Cela se confirme et peut mener à des problèmes en interne», commente Emanuel Richter de l'Université d'Aix-la-Chapelle.

En plus de cette impopularité record pour un futur chancelier



Au congrès du Parti populaire européen en Espagne, Friedrich Merz a promis le retour d'un «leadership allemand en Europe». (VALENCE, 29 AVRIL/JOSE JORDAN/AFP)

pas encore en fonction, rarement la pression et l'obligation de réussir auront été aussi fortes envers un futur dirigeant allemand. Friedrich Merz hérite en effet d'un pays en plein doute sur ses capa-

«Les attentes sont aussi élevées car Merz n'a pas d'expérience gouvernementale et sera jugé sur pièces»

EMANUEL RICHTER, DE L'UNIVERSITÉ D'AIX-LA-CHAPELLE

cités à transformer son modèle économique et sécuritaire. La première économie du continent entre dans une troisième année de stagnation, voit sa puissante

industrie automobile peiner face à la concurrence chinoise et constate que le traditionnel garant de sa sécurité, les Etats-Unis, lui tourne le dos et mène une guerre commerciale envers ses alliés. Dans ce contexte national et international très tendu, Friedrich Merz multiplie les déclarations d'intention. Mardi, devant ses collègues du Parti populaire européen réunis en Espagne, il a promis «beaucoup d'énergie pour l'Europe», le retour d'un «leadership allemand en Europe» et assuré que son pays sortirait de son «rôle de frein» sur le continent notamment en matière de défense.

Agir fort et vite face à la menace de l'extrême droite

Au niveau interne, il maintient son objectif d'agir vite et fort, notamment contre l'immigration illégale. Dès son entrée en fonction, le 6 mai, des contrôles renforcés seront menés aux frontières intérieures de l'Allemagne

et les refolements y seront multipliés, même si cela reste juridiquement controversé. «Toute personne qui tente d'entrer illégalement en Allemagne doit s'attendre, à partir du 6 mai, à ce que tout s'arrête à la frontière allemande», a déclaré son bras droit, Thorsten Frei. Au niveau économique aussi, le futur gouvernement souhaite agir vite avec, avant l'été, un durcissement du système d'allocation chômage et un assouplissement des conditions de travail afin d'inciter les Allemands à travailler plus. «Les attentes envers le gouvernement sont très élevées car Friedrich Merz a pris des engagements forts pour relancer l'économie et lutter contre l'immigration. Il se dit capable de réussir et doit livrer des résultats. Les attentes sont aussi élevées car Merz n'a pas d'expérience gouvernementale et sera jugé sur pièces», ajoute Emanuel Richter.

Si les 100 premiers jours de son mandat seront détermi-

nants, c'est surtout d'ici quatre ans et les prochaines législatives que les comptes seront faits. Mais la montée en puissance d'une extrême droite ultra-confiante représente dès aujourd'hui une épée de Damoclès. Ce mardi en Espagne, Friedrich Merz s'est présenté comme le garant de la démocratie et du système libéral dans son pays. «Nous sommes debout», a-t-il lancé, offensif. Là encore, il sera jugé sur ses actes, lui qui a perdu une partie de sa crédibilité en votant en février un texte sur l'immigration avec les voix de l'AfD, en contradiction avec la pratique de «pare-feu contre l'extrême droite». Le débat n'est d'ailleurs pas refermé. Au sein de son parti, certaines voix, parmi les plus influentes, soutiennent le fait que l'AfD prenne la tête de commissions au Bundestag. Un sujet épineux qui pourrait exploser au visage du nouveau chancelier dès son entrée en fonction. ■

«L'attitude internationale face à la guerre en RDC nous révolte autant que la guerre elle-même»

AFRIQUE Président de l'Eglise protestante de la province du Sud-Kivu, Levi Ngangura Manyanya témoigne des ravages de la guerre qui se poursuit entre la République démocratique du Congo et le mouvement rwandais M23, malgré les engagements pris à Washington

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SYLVE SPRENGER (PROTESTINFO)



«Les grandes puissances n'osent pas condamner les agresseurs»

Quel effet voyez-vous à l'avant-projet d'accord de paix convenu entre le Rwanda et la RDC vendredi à Washington? La guerre dans l'est de la RDC, qui a déjà fait des millions de victimes, civiles et militaires, se poursuit partout et sur tous les fronts, tant au Sud-Kivu qu'au Nord-Kivu. Ces combats armés entraînent d'autres genres de violences: massacres, viols, pillages, enrôlement de force des jeunes. Certains leaders

d'opinion ont aussi été assassinés, même après la prise de la capitale: des artistes, des musiciens, des chefs de village, de quartier ou de paroisse opposés à la rébellion sont morts dans des conditions floues. Beaucoup d'armes circulent de manière incontrôlée, et les prisons ont été vidées. Les villes de Goma et de Bukavu ont été reprises suite à un accord avec le Rwanda, mais cela n'a pas arrêté la montée de la criminalité. Nous vivons dans la terreur.

Les Eglises catholique et protestante du pays ont cherché à jouer les médiatrices. Croyez-vous en une issue favorable? Cette guerre a un début, elle aura aussi une fin. Lorsque les acteurs sont connus et leurs motivations, dévoilées, on peut chercher des solutions pacifiques, établir des relations conviviales et fixer des limites à la convoitise. Faut-il imposer une guerre à un Etat indépendant et souverain pour s'emparer de ses richesses? Encourager ceux qui acceptent de «marcher sur le sang» de milliers de civils pour faire tomber par les armes le pouvoir élu démocratiquement de Kinshasa?

Ces questions interrogent tous ceux qui croient en des valeurs.

Le regain des violences en République démocratique du Congo a été médiatisé en début d'année, mais elles perdurent depuis bien plus longtemps sans qu'on en parle. Comment l'expliquez-vous? La guerre à l'est de la RDC est entretenue par des acteurs qui tirent un profit économique de ce chaos. Cette pesanteur empêche la communauté internationale de prendre des positions fermes et justes.

Tout le monde sait que ce conflit occasionne des crimes majeurs qui font des millions de victimes parmi les civils et les militaires, mais les grandes puissances occidentales n'osent pas condamner les agresseurs. On ne sent pas d'engagement permettant une désescalade durable lors de rencontres au niveau régional et international. L'attitude de la communauté internationale concernant la guerre à l'est de la RDC révolte les Congolais autant que la guerre elle-même. Il faut l'arrêter, et l'arrêter maintenant. Les pertes sont déjà si immenses. ■

EN BREF

Incendies dévastateurs près de Jérusalem

Les secours israéliens étaient en état d'alerte maximale hier après le départ de plusieurs incendies dévastateurs, principalement à l'ouest de Jérusalem, les plus importants depuis des années. Le ministre de la Défense, Israël Katz, a ordonné à l'armée de se déployer pour maîtriser ces incendies qui se propagent rapidement en raison des vents violents et des températures élevées, qualifiant la situation d'«urgence nationale». La police israélienne a fermé hier l'autoroute entre Jérusalem et Tel-Aviv et évacué des communes le long de cet axe routier. AFP

Le Pakistan dit anticiper une frappe indienne

Le Pakistan a dit hier anticiper une frappe militaire indienne sous moins de deux jours, après le feu vert donné par le premier ministre indien, Narendra Modi, pour des représailles à l'attaque au Cachemire. Malgré les appels internationaux à la désescalade, la tension monte chaque jour entre les deux puissances nucléaires, plus d'une semaine après l'attaque. New Delhi a aussitôt accusé Islamabad de cet attentat jamais revendiqué. Le Pakistan, lui, réclame une «enquête neutre». ATS

MAIS ENCORE

Violences en Syrie Les forces de sécurité ont été déployées hier près de Damas pour «rétablir l'ordre» après des affrontements meurtriers entre des combattants liés au pouvoir syrien et d'autres issus de la communauté druze. Les violences ont fait au moins 22 morts à Sahnaya. (ATS)